## LA PAC DOIT CHANGER DE CAP

POUR UNE RÉFORME DE LA PAC RÉPONDANT AU DÉFI CLIMATIQUE ET AUX ATTENTES SOCIÉTALES



**EN BREF** 

Chantier majeur du début de mandat 2019-2024, la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) est un rendez-vous à ne pas manquer. En effet, au-delà des 43% du budget de l'Union européenne représentés par cet ensemble d'outils dédiés à l'agriculture et au développement rural, cette réforme questionne la volonté même de l'Union de repenser son modèle alimentaire et notamment sa compatibilité avec les urgences climatique, environnementale et sociétale. Les écologistes comptent évidemment œuvrer à une remise à plat totale du système, pour emmener enfin l'Europe vers un modèle vertueux et durable.







Mise en place en 1962 pour accompagner la modernisation de l'agriculture afin qu'elle devienne plus productive, la Politique Agricole Commune (PAC) représente encore aujourd'hui le plus gros budget des politiques communautaires de l'Union Européenne (43%). En moins de 60 ans, elle a conduit à une industrialisation de tous les secteurs agricoles et à la quasi-disparition du modèle paysan et familial.

Très lourdement réformée en 1992 afin de préparer sa « conformité » avec les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce, les mécanismes de soutien du revenu agricole accélèrent encore davantage l'industrialisation et la concentration des entreprises.

Dès la fin des années 90, sur fond de multiples scandales sanitaires et d'impacts de plus en plus visibles sur la nature, apparait la réelle nécessité de modifier les mécanismes de soutien à l'agriculture. Malheureusement, en raison d'une totale confiscation du débat agricole et alimentaire par la sphère agricolo-agricole et d'un manque de courage et d'audace des régimes politiques successifs, aucune modification de fond ne voit le jour, 50% des agriculteur·rice·s disparaissent en 20 ans et les pratiques agricoles les plus lourdement soutenues continuent d'être celles à l'origine de désastres parfois irréversibles sur les équilibres territoriaux, les ressources et l'eau en particulier, les biodiversités sauvages et domestiques, le climat et la santé. Un second pilier est alors mis en place, dédié au développement rural et à la mise en place de mesures agro-environnementales et climatiques, mais il reste vraiment trop ridiculement doté pour pouvoir juguler les dégâts des pratiques productivistes soutenues par le premier pilier.

2020 est l'année d'une réforme de la PAC que nous, paysan·ne·s, citoyen·ne·s, mangeur·euse·s, naturalistes, écologistes, pêcheur·euse·s, ostréiculteur·rice·s, touristes, artistes, etc., devons exiger ambitieuse afin que l'argent public permette de cesser la disparition vertigineuse des paysan·ne·s, de soutenir le revenu des producteur·rice·s les plus vertueux·ses·, tout en œuvrant pour l'intérêt commun et l'avenir des générations futures. Ne manquons pas cette formidable opportunité!

Nous devons partir d'une feuille blanche, balayer d'un revers de main les mécanismes désastreux de ces dernières décennies, renverser la table dans l'intérêt des agriculteur·rice·s eux-mêmes dont

Cesser la disparition
vertigineuse des paysan·ne·s,
soutenir le revenu des
producteurs les plus
vertueux·euses, tout en œuvrant
pour l'intérêt commun et l'avenir
des générations futures.

un tiers vit avec moins de 350 €uros pas mois et dont 200 en France se suicident chaque année. Nous devons exiger la four-niture d'une nourriture saine clairement réclamée par la population, offrant également la garantie d'une préservation efficace de la qualité de l'air, de l'eau, des sols et des paysages.

Il convient donc de sortir sans délai de ce mécanisme funeste d'aides de la PAC par unité de surface permettant une rente d'argent public derrière chaque hectare, favorisant les plus grosses structures foncières : plus elles ont d'hectares, plus elles ont d'aides, et plus elles ont d'aides, plus elles grossissent, dans des logiques « cannibalistes » accélérant l'industrialisation de l'agriculture avec son cortège de désastres, et la disparition des plus modestes, pourtant souvent les plus vertueux·euses.

Préférons la distribution de ces aides par unité de main d'œuvre, pour faire de la PAC une véritable politique volontariste en faveur de l'installation de paysan·ne·s et en faveur de l'emploi, dans une période où les demandeur·euse·s d'emploi aspirent de plus en plus à un retour à la terre et au désir de s'impliquer dans une agriculture offrant la possibilité de nourrir tous, de nourrir juste, de nourrir sain.

Sortons de ces logiques, sans contrepartie d'engagement vertueux, de soutien artificiel du revenu des agriculteur·rice·s qui ont la désagréable sensation d'être des assistés, et avançons vers la nécessité de rémunérer à leur juste valeur ceux qui préservent les équilibres, les ressources et l'eau en particulier, les biodiversités sauvages et domestiques, le climat et notre santé. Exigeons ces réciprocités dès le premier euro versé du premier pilier et limitons le rôle du second pilier au développement rural et au soutien à l'investissement en direction de l'agro-écologie. Préférons des logiques préventives et d'anticipation, aux impasses des solutions curatives par ailleurs devenues économiquement insoutenables et écologiquement inefficaces. Cette vision conduirait également à une évidente simplification administrative de cette politique publique.

Bref, avec de l'audace et du courage politique, avec le soutien de la société civile, nous pouvons replacer le sujet agricole dans un véritable débat de société, afin que la PAC devienne une Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC) et enfin nourrir l'espoir d'accompagner une agriculture qui réconcilie les agriculteur rice s et les mangeur euses, qui réconcilie les humains et la nature.